

aussi démodées et idéologiques.

- En matière de défense, le Canada doit appuyer des initiatives américaines telles que l'élaboration d'un système efficace de défense contre les missiles balistiques.

Réplique à l'Alliance

Permettez-moi de répondre à ces convictions à la lumière des développements mondiaux.

En premier lieu, les dépenses militaires actuelles du Canada sont de l'ordre de 11,5 millions de dollars. En termes réels, ceci place le Canada au sixième rang des pays membres de l'OTAN pour les dépenses militaires. Bien que l'Alliance réclame que le Canada égale la moyenne de l'OTAN, qui est de 2,1 pour cent du PIB, les dépenses militaires de l'OTAN sont déjà supérieures à celles de tous les autres pays combinés, et dix-huit fois plus élevées que celles des sept états soi-disant « hors-la-loi » combinés. Peut-être la question n'est-elle pas que le Canada ne dépense pas assez pour préparer la guerre, mais plutôt que les pays membres de l'OTAN dépensent trop.

Bien que le budget de la défense du Canada ait été coupé de 25 pour cent dans les années 1990, ses programmes d'aide extérieure l'ont été dans une proportion de près de 40 pour cent. L'aide publique au développement se chiffre maintenant à deux milliards de dollars, ou 0,28 pour cent du PIB, le niveau le plus bas jamais vu au Canada. Ceci défie toute comparaison avec la cible établie des Nations Unies, qui est de 0,7 pour cent du PIB, et pourtant il se trouve encore des gens qui voudraient la couper davantage, au profit du budget militaire.

Ceux et celles qui cherchent à réduire davantage l'aide extérieure devraient réexaminer les principes des politiques de développement, en tenant compte du fait que la pauvreté et le sous-développement sont les principales causes des conflits violents. Parmi les états qui figuraient à la moitié inférieure de l'indice annuel du développement humain en 1998, près de la moitié (41 pour cent) avaient connu la guerre sur leur territoire au cours de la décennie précédente, alors que seulement quinze pour cent des états figurant à la moitié supérieure de l'indice avaient connu la guerre pendant la même période. Aucun niveau de puissance militaire ne peut affronter efficacement ce défi à la paix et à la sécurité internationales.

En second lieu, ce nouveau raisonnement politique élimine pratiquement l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument de paix, ne tenant pas compte des 172 règlements pacifiques qu'elle a négociés avec succès depuis 1945 pour mettre fin à des conflits régionaux.

L'Organisation des Nations Unies n'est peut-être pas encore un instrument parfait, mais l'OTAN, qui a violé sa propre charte lors du bombardement de Kosovo, ne l'est pas davantage.

Pour le Canada, l'Organisation des Nations Unies et l'OTAN sont des véhicules importants par l'entremise desquels nous pouvons exprimer les valeurs canadiennes. Il ne faut pas permettre que les solutions militarisées auxquelles l'OTAN a recours pour régler les problèmes aient préséance sur le travail de développement régulier du droit international et d'élaboration de mesures de rétablissement de la paix effectué par l'Organisation des Nations Unies en vue de résoudre les conflits.